****

**Note d’Analyse Sécuritaire sur le Sahel Octobre 2023**

**NIGERIA : Confirmation de la victoire de Bola Tinubu par la Cour suprême**

La Cour suprême du Nigeria a rejeté le recours de deux candidats de l'opposition : Atiku Abubakar et Peter Obi, le 27/10 qui contestait l’élection du président actuel Bola Ahmed Tinubu en février 2023. Cette décision de la plus haute instance juridictionnelle du Nigéria met fin à un contentieux qui aura duré huit mois.  L’opposition à l’issue du scrutin avait dénoncé de vastes fraudes et de nombreuses violations du code électoral de la part de l’Alliance Progressive Congress (APC), le parti au pouvoir. L'opposition avait accusé la Commission électorale nationale indépendante de partialité au profit de l’ancien gouverneur de Lagos qui est aussi accusé d’avoir présenté un faux certificat de l'université d'État de Chicago lorsqu'il a déposé sa candidature à la présidentielle. L'APC a démenti ces affirmations. La Cour suprême a également validé le jugement de la cour d'appel à Abuja, qui avait aussi confirmé l’élection de Bola Ahmed Tinubu. Cette décision a été saluée par le président actuel Tinubu qui a parlé d’une « victoire aujourd'hui renforcée" avant de réaffirmer son "engagement envers tous les Nigérians, quelles que soient leurs convictions politiques, leurs tribus et leurs croyances".

**TCHAD : Retour de Succes Masra, libération de militants des Transformateurs**

Plus d’une semaine après la conclusion d’un accord (31 octobre) entre le gouvernement tchadien et l’opposant Succes Masra sous l’égide du président congolais Félix Tshisekedi, le leader du parti “les  Transformateurs” a effectué son retour à N'Djamena le 4/11. À la veille de son arrivée, le mandat d’arrêt international émis par la justice tchadienne à son encontre a été levé permettant ainsi à l’opposant de recouvrer le territoire tchadien. L’opposant tchadien a été accueilli par des milliers de partisans à l’aéroport de la capitale tchadienne. Dans la foulée de son arrivée, plus de soixante-douze militants de son parti Les Transformateurs ont été libérés le 5/11. Ils ont été incarcérés depuis le 8 octobre dernier par la police alors qu’ils s’apprêtaient à organiser le retour au pays de leur leader Succes Masra. Les ONG et les organisations des droits de l’homme au Tchad avaient dénoncé ces arrestations et détentions arbitraires au sein des locaux du service de renseignements généraux à N’Djamena. Dès son arrivée à N'Djamena, Succes Masra a promis de continuer le dialogue, en vue d'une solution politique pacifique au Tchad. Le leader des Transformateurs avait été forcé à l’exil à la suite de la forte répression contre les manifestants du 20 octobre 2022 qui dénonçaient les conclusions du dialogue national inclusif en octobre 2022. Ce dialogue avait validé la prolongation de la durée de la transition politique de deux ans et la possibilité d’une candidature du chef de la transition actuelle, Mahamat Idriss Deby. Selon plusieurs observateurs, ce retour de l’opposant Succes Masra est un moyen pour le régime de Mahamat Idriss Deby d’apaiser le climat politique et la mise en œuvre du scrutin référendaire du 17 décembre prochain. Le pouvoir qui compte ainsi transcrire dans la nouvelle constitution les recommandations du Dialogue national Inclusif entend réunir un large consensus de la classe politique pour légitimer ce projet. Dans cette optique, les dirigeants tchadiens pourraient être tentés de limiter la dissidence en multipliant les arrestations et détentions des opposants à ce projet constitutionnel. Une dégradation du climat politique qui pourrait relancer la contestation. D’autant plus, les tueries du 20 octobre 2022, qui d’après le rapport de la Commission nationale des droits de l’homme (CNIDH), ont fait 128 morts et 5 18 blessées restent toujours impunies.  Aucune enquête judiciaire n’a été ouverte sur les violations des droits humains, a ajouté le CNIDH.

**MALI : Poursuite du retrait des troupes onusiennes**

Le 31/10, les troupes onusiennes ont quitté leur base de Kidal qui est passée sous contrôle des rebelles du Cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement (CSP-PSD). Ce retrait se fait sous la menace des embuscades, des explosions d’IED sur la route qui doit conduire le convoi vers Gao pour une durée de cinq jours. Au lendemain de leur départ, un véhicule du convoi terrestre de la Minusma a sauté sur une mine entre Kidal et Gao. Au moins trois soldats onusiens ont été grièvement blessés. La Minusma dont le contingent est principalement constitué de soldats tchadiens n’a pas obtenu une autorisation de survol du convoi par des hélicoptères. Une situation qui affaiblit le dispositif sécuritaire onusien face aux différents groupes armés. Le 1er/11, la colonne de véhicules de l’ONU était localisée dans les environs d’Anefis, à une centaine de kilomètres de Kidal. Déjà, les convois onusiens qui avaient quitté Aguelhok (21/10) et Tessalit (23/10) sont finalement arrivés à destination à Gao le 29/10. Cette fermeture de la base de Kidal marque la fin de la présence onusienne dans la région de Kidal. L’ONU qui a fermé 8 des 13 bases dans le centre et le nord du Mali, ainsi qu’à Bamako, entend poursuivre son plan de retrait d’ici au 31 décembre 2023. Ce retrait précipité des Casques bleus de la région de Kidal risque d’entraîner un embrasement de la zone avec l’armée malienne qui contrôle les villes d’Anefis et de Tessalit. La dernière intervention de l’armée malienne pour la prise de contrôle de la ville d’Anefis avait suscité de violents combats avec les rebelles touaregs au début du mois d’octobre.

Tout dernièrement, les frappes de drones à Kidal le 7 novembre auraient fait au moins 12 morts et 20 blessés. Ces frappes sont attribuées aux Forces armées maliennes (FAMa). Face à l’intransigeance des deux camps, l’affrontement armé paraît inévitable dans la mesure où la junte malienne a fait du retour de la souveraineté malienne dans le nord du Mali, une de ces priorités. De leur côté, les forces Touaregs réunis au sein du (CSP-PSD) qui contrôle la ville mettent en avant les accords d’Alger de 2015 qui d’après eux leur garantie la souveraineté sur les bases onusiennes au Nord Mali. Dans cette optique, beaucoup d’habitants ont déjà décidé de rejoindre la frontière algérienne. Cette résurgence de la guerre entre le gouvernement central et les touaregs fait le lit des groupes armés terroristes qui renforcent leur emprise dans les villes dans le nord-est du pays notamment Gao, Tombouctou et Ménaka soumis à un blocus des forces de l’État islamique au Sahel (EIS).

**Octobre 2023**

**www.crsahel-g5@gmail.com**